

المملكة المغربية
ⵜⴰⴳⴷⴰⵢⵜ ⵏ ⵍⵎⴰⴳⴷⴰⵢⵔ
ROYAUME DU MAROC



المجلس الأعلى للتربية والتكوين والبحث العلمي
ⵎⴰⴳⴷⴰⵢⵔ ⵏ ⵉⴷⵓⴽⴰⵏ, ⵏ ⵉⴳⴷⴰⵢⵔ ⵏ ⵉⴷⵓⴳⴷⴰⵢⵔ
Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique

**CAHIER DES PRESCRIPTION SPECIALES
RELATIF A L'APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL A MAJORATION
(SEANCE PUBLIQUE)
N°07/CSEFRS/2023**

**RELATIF
A**

**LA REALISATION DES PRESTATIONS D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS
INTERIEURS ET EXTERIEURS DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION,
DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

– LOT UNIQUE –

**RESERVE AUX TRES PETITES, PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES NATIONALES, Y COMPRIS LES JEUNES
ENTREPRISES INNOVANTES, AUX COOPERATIVES,
AUX UNIONS DE COOPERATIVES ET A L'AUTO-ENTREPRENEUR**

En application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'article 8, et des dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de l'article 19, du point a. du paragraphe 3 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et du point a. du paragraphe 3 de l'article 20 du Décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.



APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL A MAJORATION
N°07/CSEFRS/2023

Marché reconductible passé par appel d'offres ouvert national a majoration, en application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'article 8, des dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de l'article 19, du point a. du paragraphe 3 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et du point a. du paragraphe 3 de l'article 20 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ENTRE

Le **Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique**, représenté par son Président, désigné ci-après par « le Conseil » ou « le Maître d'Ouvrage».

D'UNE PART

ET

A- Pour les personnes physiques :

1) *Cas des personnes physiques agissant pour leur propre compte :*

Monsieur, Qualité.....;

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.

Faisant élection de domicile à :

Affilié à la CNSS sous le N° :

Inscrit au registre de commerce de sous le N°:

Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque

Agence

2) *Cas de l'auto-entrepreneur :*

Monsieur, Qualité.....;

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.

Faisant élection de domicile à :

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

Titulaire du compte bancaire n° : Ouvert à la banque

Agence

B- Pour les personnes morales :

1) *Cas des sociétés :*

Monsieur, Qualité.....;

Agissant au nom et pour le compte de, au capital social de :

Faisant élection de domicile à :

Affilié à la CNSS sous le N° :

Inscrit au registre de commerce de sous le N°:

Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque

Agence

2) *Cas des établissements publics :*

Monsieur, Qualité.....;



Agissant au nom et pour le compte de ;
Siège à : ;
Affilié à sous le N° : ;
Inscrit au registre de commerce de sous le N° : ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;
Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
Agence :

3) Cas des coopératives ou union des coopératives :

Monsieur , Qualité..... ;
Agissant au nom et pour le compte de , au capital social de : ;
Faisant élection de domicile à : ;
Inscrit au registre local des coopératives, sous le N° : ;
Affilié à la CNSS sous le N° : ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;
Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
Agence :

Désigné ci-après par « le Prestataire » ou « Titulaire »

C- Pour les groupements :

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention
(les références de la convention)

- Membre 1 : ;

M ;

Agissant au nom et pour le compte de ;

Au capital social ;

Registre de commerce de ;

Affilié à la CNSS sous N° ;

Faisant élection de domicile au : ;

Titulaire du compte bancaire n° : Ouvert à la banque
Agence :

- Membre 2 : ;

(Servir les renseignements le concernant)

- Membre n :

.....

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant M. (Prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire sous N° (RIB sur 24 positions) ouvert auprès ;

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI



SOMMAIRE

ARTICLE 1:	OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	5
ARTICLE 2:	CONSISTANCE DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 3:	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	5
ARTICLE 4:	REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	5
ARTICLE 5:	VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE.....	6
ARTICLE 6:	ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR	6
ARTICLE 7:	NANTISSEMENT.....	6
ARTICLE 8:	SOUS-TRAITANCE	7
ARTICLE 9:	DUREE DU MARCHE RECONDUCTIBLE.....	7
ARTICLE 10:	REVISION DES CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE RECONDUCTIBLE.....	7
ARTICLE 11:	MONTANT DU MARCHE RECONDUCTIBLE.....	8
ARTICLE 12:	NATURE DES PRIX.....	8
ARTICLE 13:	CARACTERE DES PRIX	8
ARTICLE 14:	CAUTIONNEMENT PROVISOIRE, CAUTIONNEMENT DÉFINITIF ET RETENUE DE GARANTIE.....	8
ARTICLE 15:	ASSURANCES CONTRE LES RISQUES.....	8
ARTICLE 16:	RECEPTIONS PROVISOIRES PARTIELLES	8
ARTICLE 17:	RECEPTIONS DEFINITIVES.....	8
ARTICLE 18:	MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE.....	9
ARTICLE 19:	ENGAGEMENT DU TITULAIRE DU MARCHE RECONDUCTIBLE	9
ARTICLE 20:	PENALITES POUR RETARD	9
ARTICLE 21:	LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERETS.....	9
ARTICLE 22:	RÉSILIATION DU MARCHE	10
ARTICLE 23:	REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES.....	10
ARTICLE 24:	RECOURS A L'EMPLOI DE LA MAIN D'ŒUVRE LOCALE	10
ARTICLE 25:	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE.....	10
ARTICLE 26:	OBJETS TROUVES.....	10
ARTICLE 27:	MESURES DE SECURITE	10
ARTICLE 28:	LES CONDITIONS D'OCTROI ET DE RESTITUTION DES AVANCES.....	10
ARTICLE 29:	DROITS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT	11
ARTICLE 30:	CONDITIONS D'EXECUTIONS DES PRESTATIONS.....	12
ARTICLE 31:	CONSISTANCE DES PRESTATIONS	14
ARTICLE 32:	CONTROLE DES PRESTATIONS.....	18
ARTICLE 33:	BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF	19



CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1: OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres ouvert national à majoration a pour objet la conclusion d'un marché reconductible relatif à la réalisation des prestations d'entretien des espaces verts intérieurs et extérieurs du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique.

La description et les caractéristiques techniques de ces prestations figurent au chapitre 2.

ARTICLE 2: CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations d'entretien des espaces verts intérieurs et extérieurs du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique consistent, en :

- L'entretien et le maintien, en parfait état suivant les règles de l'art, des espaces verts, jardinières et pots ;
- Le remplacement des pots en cas de détérioration ;
- La fourniture des pots et plantes ;
- La plantation de fleurs de saison ;
- La tonte du gazon et l'entretien des arbres, arbustes et massifs,
- La fertilisation et l'arrosage.

ARTICLE 3: PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales ;
3. Le bordereau des prix - Détail estimatif ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services (C.C.A.G.EMO) portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat, approuvé par le décret N° 2-01-2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit par le décret précité N°2.22.431, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 4: REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions des textes suivants :

- La loi N°105-12 relative au Conseil promulguée par le dahir N ° 1-14-100 du 16 rajeb 1435 (16 Mai 2014) ;
- Le règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique ;
- Le règlement intérieur du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique ;
- Le règlement portant organisation Financière et comptable du Conseil Supérieur de l'Education, Formation et de la Recherche Scientifique.
- Le décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services (C.C.A.G.EMO) portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat, approuvé par le décret N° 2-01-2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002) ;
- Le Dahir N° 1-15-05 du 29 rabii 11 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi N°112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- Le décret N°2-16-344 du 22-07-2016 fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques.
- Décret N°2.14.272 du 14 mai 2014 relatif aux avances en matière de marchés publics ;

- Dahir N°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics ;
- Le décret royal N°330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le dahir N° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424(11 septembre 2003) portant promulgation de la loi N° 65-99 relative au code du travail ;
- La circulaire du Chef de Gouvernement N°02/2019 du 31 janvier 2019 relative au respect de l'application de la législation sociale dans le cadre des marchés publics relatifs au gardiennage, entretien et nettoyage des locaux administratifs ainsi que les marchés similaires ;
- Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés publics rendus applicables à la date de signature du marché.

Ainsi que tous les textes réglementaires se rapportant à l'objet de cet appel d'offres.

Le titulaire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 5: VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

En application de l'article 142 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023), le marché ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente.

En application de l'article 143 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023), la notification de l'approbation du marché doit intervenir dans un délai maximum de (60) soixante jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, il est fait application des dispositions prévues à l'article 143 du décret précité.

ARTICLE 6: ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR

Le titulaire est tenu d'élire domicile au Maroc qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement.

A défaut par le titulaire de satisfaire aux prescriptions de l'article 17 du CCAG-EMO, toutes notifications relatives au présent marché reconductible seront valablement adressées au domicile élu par le prestataire.

En cas de changement de son domicile au cours de la période d'exécution de ses obligations, il doit en aviser immédiatement le Conseil dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

ARTICLE 7: NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi N°112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir N°1-15-05 du 29 Rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par le Maître d'Ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins **du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique ou par toute personne mandatée par ce dernier à cet effet ;**
2. Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi N°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité ;
3. Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi N° 112-13 ;
4. Les paiements prévus au marché seront effectués par l'agent comptable détaché auprès du Conseil, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers attributaires du présent marché ;

5. Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

ARTICLE 8: SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est un contrat écrit par lequel le titulaire confie, sous sa responsabilité, à un tiers, l'exécution d'une partie des prestations de son marché.

La sous-traitance ne peut dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché toutes taxes comprises.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents telles que prévues à l'article 27 du décret N°2.22.431.

Lorsque le titulaire envisage de recourir à la sous-traitance, il est tenu de faire appel à des prestataires installés au Maroc, notamment les très petites, petites et moyennes entreprises y compris les jeunes entreprises innovantes, les coopératives, les unions de coopératives et les auto-entrepreneurs.

Le titulaire choisit librement ses sous-traitants. Toutefois, il est tenu de notifier au maître d'ouvrage une copie certifiée conforme à l'original du contrat de sous-traitance qui précise, notamment, la nature des prestations sous-traitées, l'identité, la raison sociale ou la dénomination et l'adresse du ou des sous-traitants auxquelles il a confié l'exécution d'une partie des prestations objet du marché.

Lorsque le maître d'ouvrage réalise que les sous-traitants ne remplissent pas les conditions prévues à l'article 27 du décret, il peut, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du contrat de sous-traitance, exercer un droit de récusation, par lettre motivée transmise par voie recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire est tenu de présenter au Conseil les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur et à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées, dans le cas où le titulaire du marché recourt à la sous-traitance.

ARTICLE 9: DUREE DU MARCHÉ RECONDUCTIBLE

La durée du marché reconductible issu du présent appel d'offres est d'une **(01) année renouvelable d'année en année par tacite reconduction** sans toutefois que cette durée ne puisse excéder **(03) trois années**.

La première période commencera à courir à partir de la date de commencement prescrite par l'ordre de service invitant le titulaire à commencer la prestation.

Nonobstant la reconduction du marché par période annuelle, le maître d'ouvrage pourra mettre fin au marché, après préavis écrit d'un (01) mois, notifié au titulaire.

Dans le cas où le titulaire désire mettre fin au marché reconductible, il est tenu d'en aviser le Conseil par lettre recommandée, trois (03) mois avant l'échéance.

ARTICLE 10: REVISION DES CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHÉ RECONDUCTIBLE

Conformément au paragraphe 4 de l'article 8 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023), chacune des parties contractantes peut demander qu'il soit procédé à une révision des conditions d'exécution du marché reconductible.

Cette révision portera sur la modification du nombre des préposés ou sur des augmentations ou diminutions des prestations.

Cette révision fera l'objet d'un avenant dans les limites prévues le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services (C.C.A.G.EMO).

ARTICLE 11: MONTANT DU MARCHÉ RECONDUCTIBLE

Le montant annuel du marché reconductible correspondra à la redevance annuelle.

A la fin de chaque année, le maître d'ouvrage sera tenu de solder le présent marché reconductible à hauteur du montant des prestations réalisées.

ARTICLE 12: NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaires.

Les prix du marché sont établis en dirham marocain.

Les sommes dues au titre du marché sont calculées par application des prix unitaires aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

ARTICLE 13: CARACTERE DES PRIX

Le prix du marché comprend le bénéfice et tous droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et, de manière générale, toutes les dépenses induites par la prestation objet du marché jusqu'à l'exécution de celle-ci.

Conformément à l'article 15, paragraphe 1 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, les prix du marché sont fermes et non révisables.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

ARTICLE 14: CAUTIONNEMENT PROVISOIRE, CAUTIONNEMENT DÉFINITIF ET RETENUE DE GARANTIE

1. Le cautionnement provisoire ou la caution personnelle et solidaire en tenant lieu est fixé à la somme de **cinq mille cinq cents Dirhams (5.500 Dirhams)**.

2. Le cautionnement définitif est fixé à 3% (Trois pour Cent) du montant T.T.C du marché. Le cautionnement définitif de 3 % devra être constitué dans les 30 jours qui suivent la date de la notification de l'approbation du marché.

3. Par dérogation de l'article 13 du CCAG-EMO, il n'est pas prévu de retenue de garantie.

ARTICLE 15: ASSURANCES CONTRE LES RISQUES

Le prestataire de services doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des prestations de services, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO, tel qu'il a été modifié et complété.

ARTICLE 16: RECEPTIONS PROVISOIRES PARTIELLES

Si les prestations ont été exécutées conformément au descriptif technique du présent marché, le Maître d'ouvrage procédera à la fin de chaque trimestre à la prononciation de la réception provisoire partielle.

Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception provisoire partielle signé conjointement par le comité de suivi désigné à cet effet et le titulaire du marché.

ARTICLE 17: RECEPTIONS DEFINITIVES

17.1 Réception définitive annuelle :

Une réception définitive est prononcée par le maître d'ouvrage au terme de chaque année, si le titulaire a rempli toutes les obligations qui lui incombent.

Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception définitive dressé et signé conjointement par le comité de suivi désigné à cet effet et le titulaire du marché reconductible.

17.2 Réception définitive globale :

A l'expiration de la durée totale du marché reconductible, et après la réception définitive de la dernière année, le maître d'ouvrage procédera à la réception définitive globale des prestations, en signant, conjointement avec le titulaire du présent marché reconductible, un procès-verbal de réception définitive.

ARTICLE 18: MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHÉ

- Le règlement des prestations réalisées sera effectué trimestriellement sur la base de décomptes établis par le maître d'ouvrage en application des prix du bordereau des prix - détail estimatif aux quantités réellement exécutées, et sur présentation des factures produites par le titulaire en cinq (5) exemplaires arrêtées en toutes lettres et comportant sa signature, son cachet et son numéro de compte bancaire R.I.B.;
- Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au titulaire seront versées au compte courant ouvert au nom du prestataire ;
- La redevance due pour une fraction d'un mois est décomptée au prorata temporis sur une base mensuelle de trente (30) jours ;
- Le paiement des décomptes tient compte du montant éventuel des pénalités appliquées.

ARTICLE 19: ENGAGEMENT DU TITULAIRE DU MARCHÉ RECONDUCTIBLE

Conformément à l'alinéa q) du paragraphe B de l'article 16 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023), le titulaire du marché reconductible s'engage à communiquer au maître d'ouvrage les documents justifiant le paiement effectif des salaires et des charges sociales de ses salariés, au fur et à mesure de l'exécution des prestations objet du marché.

A ce titre, il s'engage à faire bénéficier les agents affectés à la réalisation des prestations objet du présent marché de tous les avantages sociaux, notamment :

- Le paiement aux agents du salaire minimum légal (SMIG) en vigueur, calculé sur la base de la rémunération versée au salarié pour une heure de travail ;
- La déclaration des agents à la CNSS ;
- Le repos hebdomadaire d'au moins 24 heures ;
- Le congé annuel payé.

A cet effet, toute facture déposée, doit être obligatoirement accompagnée des documents justifiant le paiement effectif des salaires et charges sociales des salariés.

En cas d'affectation d'un nouvel agent, le titulaire est tenu d'accomplir la même formalité.

ARTICLE 20: PENALITES POUR RETARD

A défaut par le titulaire d'avoir commencé les prestations dans les délais fixés par l'ordre de service, ou en cas d'absence d'un agent ou du retard dans le remplacement d'un agent défaillant dans les 24 heures, il lui sera appliqué une pénalité de un pour mille (1‰) par jour calendaire de retard du montant du marché modifié ou complété éventuellement par les avenants. Cette pénalité court de plein droit et sans mise en demeure préalable et sera prélevée sur toutes les sommes dues au prestataire de services.

Toutefois, le montant global de ces pénalités qui seront appliquées est plafonné à 10% du montant initial du marché éventuellement modifié ou complété par les avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint sur un exercice, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 52 du CCAG-EMO, nonobstant les poursuites à l'encontre du titulaire par endommagement préjudice

ARTICLE 21: LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERETS

Le titulaire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le titulaire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché conformément aux dispositions de l'article 162 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 22: RÉSILIATION DU MARCHÉ

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par l'article 152 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics et celles prévues aux articles 27 à 33 et 52 du CCAG-EMO.

ARTICLE 23: REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché passé suite au présent appel d'offres, des désaccords surgissent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 52 à 55 du CCAG-EMO.

ARTICLE 24: RECOURS A L'EMPLOI DE LA MAIN D'ŒUVRE LOCALE

Conformément à l'alinéa h) du paragraphe B de l'article 16 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023), le titulaire du marché reconductible est tenu de faire appel à la main d'œuvre locale pour l'exécution des prestations objet du présent marché.

ARTICLE 25: PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE

Les formalités de recrutement, de protection de la main d'œuvre et les conditions de travail des employés sont celles prévues par les dispositions de l'article 19 du CCAG-EMO.

ARTICLE 26: OBJETS TROUVES

Les objets trouvés dans les locaux par le personnel du titulaire doivent être remis directement et contre décharge au responsable du conseil.

Le personnel du titulaire sera soumis si besoin et selon ordre du représentant du Conseil à leur sortie à la fouille et au contrôle par une personne qui sera désignée par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 27: MESURES DE SECURITE

Le titulaire doit prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer l'entretien des espaces verts intérieurs et extérieurs du Conseil. Il doit notamment :

- S'interdire de loger son personnel dans le Conseil ;
- Remettre à tout le personnel l'habillement et le matériel, outils et instruments de travail ;
- Procéder aux opérations d'inspection et du suivi de son personnel ;
- Préserver les biens du Conseil.

Lors de sa circulation dans l'enceinte du Conseil ou au cours de l'exécution de son travail, le personnel du titulaire doit se conformer aux règles adoptées par le Conseil.

Seront, d'autre part, à la charge du titulaire, les conséquences pécuniaires des accidents, dont les tiers pourraient être victimes, si ces accidents sont dus au fait du titulaire ou de son personnel.

ARTICLE 28: LES CONDITIONS D'OCTROI ET DE RESTITUTION DES AVANCES

Conformément au décret N°2-14-272 du 14 Rejeb 1435 relatif aux avances en matière de marchés publics, notamment son article 2, aucune avance n'est prévue dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 29: DROITS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT

Le titulaire doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché reconductible, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.



ARTICLE 30: CONDITIONS D'EXECUTIONS DES PRESTATIONS

30.1 Effectif à affecter :

Le titulaire affectera, pour l'exécution des prestations objet du présent marché reconductible, sur le site du Conseil :

- **Quatre (4) jardiniers permanents** ayant une expérience minimale de trois ans dans le domaine et faisant preuve de qualification leur permettant une meilleure exécution des prestations objet du présent marché.
- **1 superviseur** ayant une expérience minimale de cinq ans dans le domaine et faisant preuve de qualification lui permettant d'assurer le suivi et la qualité d'exécution des prestations objet du présent marché. Il se chargera, régulièrement, de la supervision, du contrôle et du suivi des prestations. Le superviseur sera l'interlocuteur unique du conseil qui sera chargé de recueillir toutes les demandes et réclamations du maitre d'ouvrage.

30.2 Dispositions communes à tout le personnel :

Le titulaire du marché doit fournir au Conseil, dans un délai d'une semaine avant la date d'effet du marché, la liste nominative de son personnel qui sera affecté au Conseil, et la tenir constamment à jour, à la disposition du maitre d'ouvrage.

Avant toute affectation ou remplacement, le titulaire doit soumettre au maitre d'ouvrage un dossier pour chaque membre de son personnel composé des pièces suivantes :

- Une photo d'identité récente ;
- Une copie de la CIN légalisée ;
- Un extrait du casier judiciaire ou une fiche anthropométrique ;
- Une ou des attestations justifiant l'expérience du personnel affecté ;
- Une copie d'attestation d'inscription à la CNSS et toute autre pièce demandée conformément à la législation de travail.

Le titulaire est réputé avoir vérifié l'exactitude des références, qualifications et aptitudes de son personnel.

Une fois la liste du personnel proposé par le titulaire pour assurer les prestations est arrêtée par le maitre d'ouvrage, le titulaire ne peut apporter des remplacements sans autorisation préalable et validation par le Conseil.

30.3 Horaires du travail :

Les prestations concernées par le présent marché devront être assurées par :

- **Quatre (4) jardiniers permanents durant huit (8) heures par jour, du lundi au samedi (08h/24h et 6j/7j), de 8h00 à 16h00.**
Pour la période allant du 1^{er} Juin au 30 septembre de chaque année, le titulaire devra organiser le planning de travail des jardiniers afin d'assurer **l'arrosage du soir de 18h00 à minuit.**
- **1 superviseur chargé du contrôle et du suivi régulier des prestations.** La présence du superviseur est de deux (2) heures par jour, lundi, mercredi et vendredi sur le site du conseil afin de superviser l'avancement de la prestation du jardinage, en cas d'impossibilité de présence l'un des jours précités, un mail doit être envoyé 48h à l'avance pour informer le M.O de la nouvelle date de présence. En plus de la présence sur le site, le superviseur doit être joignable durant les horaires de travail administratif et par le biais d'au moins deux moyens disponibles (Téléphone, fax, internet ...) et ce afin de permettre au Conseil de transmettre ses demandes et requêtes.

Néanmoins, le maître d'ouvrage se garde le droit d'apporter à ces horaires toute modification qu'il jugera nécessaire, notamment pendant le mois de ramadan, les jours particuliers, etc., sans que le contractant ne puisse ni refuser ni demander de plus-value et ce, en respectant la masse horaire globale.

30.4 Planning d'exécution :

Le titulaire établira impérativement, un planning annuel d'exécution des prestations validé par le responsable du Conseil.

Ce planning est à remettre au responsable du Conseil dans les 15 jours qui suivent la notification du présent marché. Il sera actualisé chaque fois que des changements seront opérés.

30.5 Tenue du travail, discipline et mesure de sécurité :

Le personnel du titulaire devra être muni d'un insigne et portera une tenue vestimentaire uniforme dans un état de propreté permanent.

Chaque jardinier sera doté de deux uniformes neufs de bonne qualité et de chaussures appropriés pour le jardinage.

Ainsi le titulaire s'engage à fournir à son personnel des combinaisons ou tous autres vêtements de protection portant le logo du titulaire avec des chaussures spécialisées à ce type de prestations. La tenue de travail doit être régulièrement portée par les jardiniers affectés au Conseil. Les échantillons des tenues pourront faire l'objet de validation par le maître d'ouvrage.

Il est interdit au personnel du titulaire :

- D'utiliser le téléphone sans autorisation du représentant du Conseil et sauf urgence (Pompier) ;
- De prendre des repas ou casse-croute à l'intérieur des locaux non destinés à cet effet ;
- De provoquer des désordres, d'une façon quelconque, sur les lieux du travail et leurs dépendances ;
- De se faire aider, dans l'exécution de son travail, par une personne étrangère au personnel du titulaire ;
- D'introduire dans les locaux, des personnes autres que le personnel assurant les prestations ;
- De ne pas respecter les consignes de sécurité.

Le personnel du titulaire est tenu de respecter l'ensemble des dispositions de sécurité prescrites par les réglementations en vigueur et les recommandations du maître d'ouvrage, tant sur le plan d'utilisation des outils et matériels que sur les modes d'exécution.

Dans le cas où ces mesures de sécurité ne seraient pas prises en compte par le personnel du titulaire, celui-ci sera expulsé sans délai et sans recours possible de la part du titulaire.

30.6 Acheminement et stockage du matériel et des produits :

Le stockage du matériel et des produits devra être effectué dans le local mis à la disposition du titulaire par le Conseil.

30.7 Confidentialité :

Le titulaire et son personnel qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, ont reçu communication à titre confidentiel de renseignements, codes d'accès, documents ou objets quelconques, s'engagent à ne pas les diffuser.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation du Conseil, être communiqués à d'autres personnes que celle qui ont qualité pour les connaître. Il en est

pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du titulaire et de son personnel, à l'occasion de la fourniture ou de l'exécution des prestations.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, le marché peut être résilié au tort du titulaire.

30.8 Matériel à utiliser :

Le titulaire doit mettre à la disposition du conseil le matériel et l'outillage adéquat pour l'exécution des prestations. A titre d'exemple, ci-après la **liste du matériel qui n'est pas exhaustive et est donné à titre indicatif**. Elle peut être ajustée en fonction des opérations à entreprendre au niveau du conseil :

- | | |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none">- Tondeuses à gazon autotractée (2 au minimum) ;- Souffleur ;- Sécateurs professionnels ;- Balais à gazon ;- Cisailles ;- Cisailles à gazon ;- Scies- Pioches ;- Pelles ;- Râteaux ;- Brouettes ;- Gants de protections ;- Poubelles de 100 litres | <ul style="list-style-type: none">- Débroussailleuse ;- Tuyau d'arrosage de 100 m minimum ;- Binettes ;- Serfouettes ;- Houes ;- Tronçonneuse ;- 2 Echelles au minimum ; (une échelle transformable 2 plans de 2.96x4.93m 10+10 marches + stabilisateur et une échelle coulissante à corde 2 plans de 8.56x9.22m – 17+17 marches)- Pulvérisateur à moteur ;- Sacs à poubelles : résistants spécial jardin 130L- etc ; |
|--|--|

Le Conseil se réserve le droit de vérifier de façon inopinée le matériel utilisé.

Ce matériel devra être fourni par le titulaire et à ses frais et en nombre suffisant pour la bonne tenue des opérations de jardinage (Chaque jardinier doit disposer de ses outils et matériel propre).

30.9 Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- Intervenir dans les plus brefs délais à toute demande du Conseil ;
- Signaler immédiatement au responsable chargé du suivi de l'entretien de la non-possibilité de l'entretien des bacs à l'intérieur des bureaux en raison de la fermeture desdits bureaux ;
- Faire intervenir le personnel qu'il aura proposé dans son dossier additif.

ARTICLE 31: CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations d'entretien des espaces verts, jardinières et pots (au nombre de 40 pots répartis au niveau des bâtiments) s'étendent à l'ensemble des espaces intérieurs et extérieurs du Conseil. Ils consistent, notamment, en :

- L'entretien et le maintien, en parfait état suivant les règles de l'art, des espaces verts, jardinières et pots ;
- Le remplacement des pots en cas de détérioration ;
- La fourniture des pots et plantes ;

- La plantation de fleurs de saison ;
- La tonte du gazon et l'entretien des arbres, arbustes et massifs,
- La fertilisation et l'arrosage.

31.1 Désignation des prestations :

31.1.1 Prestations d'entretien des espaces verts, jardinières extérieures et intérieures et pots :

- Effectuer, quotidiennement un entretien préventif permettant d'assurer la bonne croissance de l'ensemble des plantations ;
- Fournir et remplacer dans un délai ne dépassant pas 10 jours :
 - ✓ Les plantes mortes sans prétendre à aucune plu value pour cette fourniture ;
 - ✓ Tous les arbres, arbustes et plantations tous types confondus ainsi que les plantes de jardinières détériorés sans prétendre à aucune plu value pour cette fourniture ;
 - ✓ la replante du gazon sur toutes les parcelles dégarnies ou endommagées et renforcer les parcelles gazonnées en bon état ;
- Fournir, sans prétendre à aucune plu value pour cette fourniture :
 - ✓ Les fleurs de saison et les fleurs vivaces, en quantité suffisante et nécessaires pour embellir les entrées et allées entourant les espaces gazonnés ;
 - ✓ Les engrais nécessaires à la bonne tenue des espaces plantés, gazonnés et des pots ;
 - ✓ Les produits nécessaires pour le traitement phytosanitaire ;
 - ✓ Tous les produits nécessaires à la bonne croissance des plantes et tout type de traitement pour éradiquer l'apparition de toute attaque parasitaire.
 - ✓ Les plantes d'intérieures dans un environnement obscure, le cas échéant des plantes artificielles pour habiller ces espaces pour les jardinières.
- Procéder, à la fin de chaque mois, au nettoyage des espaces entretenus et au dégagement à la décharge publique des déchets.

31.1.2 Tonte du gazon :

Les gazons doivent être tondus selon le calendrier établi par le prestataire et validé par le Conseil dans un délai de 15 jours après l'ordre de commencement du marché. Le désherbage et les coupes des bordures doivent être effectués régulièrement.

La tonte doit être effectuée avec des tondeuses professionnelles équipées d'un bac de ramassage.

31.1.3 Entretien des arbres, arbustes et massifs :

L'élagage, la taille et le nettoyage des arbres, palmiers arbustes et massifs doivent se faire dans les règles de l'art autant que nécessaire ou sur simple demande du maître d'ouvrage, en plus de la taille des haies, les désherbages, le binage et plantation des massifs arbustifs et floraux, ainsi que toutes autres suggestions du M.O.

Ces prestations comprennent aussi le traitement des plaies des arbres élagués, et l'arrachage des arbres morts ainsi que le transport des troncs et branches coupés à la décharge publique.

31.1.4 Fertilisation :

Le titulaire doit respecter le calendrier et les recommandations d'apport d'engrais et de fumier ce calendrier sera établi par le prestataire et validé par le Conseil dans un délai de 15 jours après l'ordre de commencement du marché. L'engrais et le fumier seront à la charge du titulaire.

31.1.5 Evacuation des déchets :



L'évacuation de tous les déchets de jardinage déposés dans le jardin est à la charge du titulaire. Un délai de 48 heures doit être respecté pour l'évacuation. Dépassant ce délai une pénalité de retard sera appliquée, telle qu'exigée l'article 7 ci-dessus.

31.1.6 Entretien quotidien :

Trois jardiniers doivent être présents en permanence sur site objet du marché pour assurer l'entretien quotidien. Le port de l'uniforme est exigé lors de la réalisation des prestations d'entretien.

31.1.7 Arrosage :

Les espaces plantés du conseil sont dotés d'arrosage automatiques pour l'ensemble du site, cependant le suivi de l'arrosage devra être effectué par le prestataire selon les besoins des espaces et en fonction des conditions climatiques (le suivi concerne les horaires de l'arrosage automatique et de la quantité d'eau nécessaire pour l'arrosage de façon à assurer une qualité des espaces et un aspect verdoyant permanent.

Une parcelle détériorée à la suite du manque d'arrosage ou au piétinement doit être immédiatement replanté.

L'arrosage manuel des espaces intérieurs plantés, les jardinières et les pots sont à la charge du prestataire.

Pendant la période de forte chaleur l'arrosage doit être effectué la nuit.

31.1.8 Traitement phytosanitaire :

Le traitement des espaces verts, jardinières et pots intérieurs et extérieurs du Conseil contre les insectes, les champignons et les ravageurs doit être effectué par l'entreprise chaque fois que cela est nécessaire.

Les prestations de traitement phytosanitaire comprennent :

- La fourniture des produits phytosanitaires.
- Les traitements antiparasites seront assurés à chaque apparition de maladies cryptogamiques ou attaques d'insectes phytophages et autres invasions éventuelles d'insectes nuisibles.
- Des traitements préventifs contre pucerons, cochenilles, oïdium et mildiou doivent être envisagés au minimum tous les deux mois depuis mars à octobre.
- Le traitement des plantes d'intérieur avec des produits spécifiques.

Ces différents traitements seront complétés 4 (quatre) fois par an par un épandage de produits spécifiques contre limaces, escargots et fourmis au niveau des espaces.

31.1.9 Aération du gazon :

Cette opération doit être effectuée par des appareils professionnels pour casser le compactage du sol et aérer le gazon, la périodicité est d'une fois par an au minimum et en fonction du besoin des espaces gazonnés.

31.1.10 Plantation de fleurs de saison :

Cette opération doit être effectuée quatre fois par an (une fois par saison). Elle consiste en l'apport et la plantation des fleurs de saisons pour tout le site du Conseil, les emplacements de ces plantations est à confirmer avec le M.O.

31.1.11 Entretien des Plantes d'intérieur et d'extérieur :

- Entretien et arrosage de l'ensemble des plantes d'intérieurs (même celles au niveau des bureaux) et d'extérieur et plantes en pots ou bacs ;

- Désherbage régulier et coupe des rameaux ou feuilles fanées ;
- Nettoyage des pots et bacs selon le besoin ;
- Fertilisation avec engrais foliaire ;
- Palissage et tuteurage à mettre en place et à ajuster selon le besoin ;
- Remplacement de toutes plantes desséchées ou mortes ;
- Arrosage et brumisation (nettoyage des feuilles des plantes des dépôts de poussière) ;
- Rempotage (Apport de la terre fraîche sous forme de tourbe) ;
- Diagnostic de l'état des plantes et vérifications de la présence ou non de ravageurs et de maladies afin d'assurer les traitements nécessaires (le traitement est à charge du prestataire) ;
- Entretien, peinture en vernis des pots et massifs selon le besoin.
- Remplacement des pots en plastiques cassés ou détériorés.

31.2 Etat des lieux :

Après la signature de l'ordre de service de démarrage des prestations, objet du présent marché, un état des lieux de l'existant sera établi par les représentants du Conseil et du titulaire.

31.3 Dépôt de matériel de travail :

Le Conseil mettra à la disposition du titulaire un local pour déposer le matériel.

31.4 Fréquence d'exécution des prestations :

31.4.1 Opérations journalières comprenant :

- Balayage des feuilles mortes (allées et espaces plantées) ;
- Ramassage des papiers, plastiques, boîtes, cartons, et tous déchets indésirables ;
- Désherbage des parterres engazonnés ;
- Arrosage selon les besoins ;
- Evacuations de déchets.

31.4.2 Opérations hebdomadaires :

- Dessablage et désherbage des trottoirs avoisinant les espaces verts ;
- Binage des massifs arbustifs ;
- Binage des massifs floraux ;
- Désherbage des cuvettes d'arbres et arbustes ;
- Remplacement des arbustes et tout élément mourant.

31.4.3 Opérations semi mensuelles (chaque quinze jour) :

- Tonte du gazon ;
- Débroussaillage de mauvaises herbes ;
- Taille des haies et massifs arbustifs ;
- Décapage des bordures gazonnées ;
- Apport d'engrais avec quantités normalisées.

31.4.4 Opérations mensuelles

- Traitement avec des produits phytosanitaires (Insecticides et fongicides). Pour les plantes d'intérieur, l'utilisation des insecticides biologique est recommandée. Cependant, l'utilisation des insecticides chimiques est strictement interdite à l'intérieur ;
- Rajout de quantités nécessaires en calcium, lors des opérations d'arrosage, selon l'état des plantes intérieures afin de minimiser la salinité éventuelle des eaux d'arrosage ;
- Elimination de mauvaises herbes aux joints des allées ;
- Apport d'engrais pour gazon en quantités nécessaires et répondant aux règles de l'art.

- Réparation et remplacement des bouches d'arrosage, des arroseurs, des tuyères, des asperseurs, des programmeurs automatiques à pile et électrovannes, et des vannes seront à la charge de l'entreprise ;
- Entretien de la plantation des clôtures.

31.4.5 Opérations trimestrielles :

- Plantation des fleurs de la saison en mosaïques (suivant le plan proposé par le titulaire et validé par le Conseil) ;
- Taille des palmiers et des arbres ;
- Apport d'engrais organique et minéral ;
- Traitement phytosanitaire si nécessaire ;
- Remplacement des plantes en situation dégradable ;
- Transplantation des plantes qui ne sont pas supportées par leurs pots y compris la fourniture des pots compatibles et adéquats ;
- Déploiement d'équipe supplémentaire pour les opérations de désherbage manuel, enlèvement des parasites et des mauvais arbres.

31.4.6 Opérations semi-annuelles :

- Apport d'engrais spéciaux pour les plantes en pot selon les besoins ;
- Aération du gazon en utilisant les engins spéciaux et professionnels ;
- Elagage des palmiers.

31.4.7 Opérations annuelles :

- Regarnissage des vides (plantes couvre sol ou gazon) ;
- Apport de fumier pour les surfaces arbustives ;
- Apport de la terre végétale à hauteur de 5 cm pour l'ensemble des espaces gazonnés et au pieds des plantations des murs de clôture ;
- Abattage et arrachage des pieds morts ;

Les opérations et les fréquences définies ci-dessus n'ont pas un caractère limitatif et ne sont données qu'à titre indicatif. Le titulaire doit prendre toutes dispositions permettant d'assurer correctement les prestations objet du présent marché reconductible.

Le titulaire respectera le planning fixé pour la maintenance des espaces verts, jardinières et pots intérieurs et extérieurs du Conseil. Les interventions sont programmées sur tous les espaces à un rythme quotidien, hebdomadaire, mensuel, trimestriel, semestriel et annuel, le calendrier de ces opérations sera établi par le prestataire et transmis au M.O dans les 15 jours suivant l'ordre de service de commencement de son marché.

ARTICLE 32: CONTROLE DES PRESTATIONS

Afin de mesurer la qualité du service rendu, le Conseil contrôlera régulièrement l'état de chaque parcelle entretenue :

- Surface gazonnée
- Surface arbustif
- Surface florale
- Jardinières intérieures et extérieures
- Pots intérieurs et extérieurs
- Surface inerte



En effet, le système de contrôle des prestations d'entretien se fera d'une façon aléatoire sur une base d'un procès-verbal relatant les prestations exécutées, l'évaluation de la qualité d'exécution et en signalant les anomalies constatées éventuellement.




ARTICLE 33: BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF

N° des prix	Désignation des prestations	Unité de mesure	Quantité (1)	Prix unitaire hors taxes	Prix Total annuel hors taxes 3 = 1 x 2
				(2)	
1	Prestations d'entretien des espaces verts intérieurs et extérieurs du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique	Mois	12		
TOTAL ESTIME HORS TVA					
TAUX TVA 20 %)					
TOTAL ESTIME TTC					
TAUX DE MAJORATION EN POURCENTAGE (.....%)					
MONTANT TTC APRES MAJORATION					



CAHIER DES PRESCRIPTION SPECIALES
APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL A MAJORATION
N°07/CSEFRS/2023

OBJET : LA REALISATION DES PRESTATIONS D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS INTERIEURS ET EXTERIEURS DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE.

<p style="text-align: center;"><u>PRESENTE PAR</u></p> <p style="text-align: center;"> Ahmed RAHMOUNI Chef du Département Administratif et Financier</p>	<p style="text-align: center;"><u>VERIFIE PAR</u></p> <p style="text-align: center;"> KHADDOLAH BENIELLOUN Directeur du Pôle Ressources</p>
<p style="text-align: center;"><u>LU ET ACCEPTE PAR</u></p>	<p style="text-align: center;"><u>VALIDE PAR</u></p> <p style="text-align: center;"> Aziz KAICHOUH Secrétaire Général Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique</p>